



Ressources sur la non-violence

Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence

1945, Mullins, bureau 160, Montréal (Québec) H3K 1N9
Tél.: 514 272-5012 > crnv@nonviolence.ca > www.nonviolence.ca

Volume 7 > Numéro 1 >

Printemps 2015



La détresse meurtrière : L'ordre social en question ?

Un survol des publications, nombreuses, sur les attaques à St-Jean-sur-Richelieu et au parlement à Ottawa, les tueries à Charlie Hebdo et à Porte de Vincennes, etc. a de quoi décourager. La majorité des écrits débordent d'analyses faciles marquées par la quête à tout prix d'assises terroristes et politiques à ces violences. La plupart des enjeux géopolitiques de l'heure sont reproduits machinalement dans la définition de la conjoncture. La menace a comme sources : l'action des pétrodollars saoudiens qui financent le terrorisme; l'ignorance et la manipulation cléricale et même laïque; le conflit israélo-palestinien qui attise les extrémismes et les conforte dans leurs options; le racisme institutionnalisé pour contenir le phénomène des réfugiés; les banlieues qui confinent les nouveaux arrivants au chômage et à la criminalité, etc.

Il y a prédominance d'un facteur bien connu, la malveillance terroriste, qui a toujours la cote auprès de nos dirigeants actuels et de nos «experts consultants en sécurité».

Ce qui donne comme impression que ces événements se reproduiront tant que nous n'aurons pas résolu les problèmes du monde, ou tant que nous ne transformerons pas nos États en véritables forteresses contre les étrangers. C'est ainsi que se trouve évacuée toute analyse qui considère les facteurs sur lesquels nous avons une emprise directe et sur lesquels nous pouvons tous agir.

Revisiter la crise suicidaire

Nous pouvons partir d'une observation : « Les meurtriers des tueries en series qui ont marqué les dernières décennies meurent tous après leurs actes ». Ces derniers ne sont-ils pas au départ des effets de crises suicidaires, déguisées ou mises à la sauce du jour?

Le suicide est demeuré pendant longtemps un sujet tabou, un événement privé associé à un lourd sentiment d'échec des proches. Au dernier siècle finissant, les choses ont heureusement bien changé. Le phénomène est plus connu et les détresses psychologiques associées facilement identifiées. Le suicide est passé du geste de désespoir solitaire, dans le sous-sol de la demeure familiale, à un geste qui appelle au devoir d'agir par un nombre croissant de personnes.

Les suicidaires sont des personnes profondément lucides, mais, souffrantes et au seuil du désespoir, qui appellent à la sollicitude des proches ou qui lancent un appel au questionnement de l'ordre social.

Les tragédies des derniers mois ne s'expliquent-elles pas en

grande partie par des gestes de désespoir qu'il n'est pas difficile de reconnaître ? Les tueries sont, presque de la même façon, précédées par des appels à l'aide. Par la suite, l'individu en détresse exécute un nombre de personnes avant de se donner la mort ou chercher à se faire tuer par les forces policières. Très difficile de réfuter l'intention suicidaire, ou l'influence d'une certaine « crise suicidaire » dans le phénomène.



Nous faisons certainement face à un phénomène qui sort de la grille traditionnelle du « terrorisme politique » et de la géopolitique mondiale et qu'il s'agit d'attaquer de front avec des outils appropriés qui n'ont rien à voir avec de la quincaillerie militaire ou une infrastructure sécuritaire.

Le « suicide spectacle »

Pour compléter le tableau, il reste à prendre en compte le nouveau potentiel médiatique d'un geste suicidaire. La personne souffrante a la capacité de relayer sa souffrance au monde avant de poser le geste fatal. Aux yeux de la personne désespérée, la tuerie vaudra autant comme un acte de vengeance contre les institutions jugées responsables du désespoir que comme un levier de commande pour une large diffusion des récriminations sociales ou politiques.

Il faudrait bien parler de l'émergence d'une nouvelle forme de suicide, adaptée au monde de la cyber-communication : le suicide à l'ère du virtuel, l'ère des nouvelles en continu et de l'ouverture à la socialisation universelle.

Le phénomène du suicide serait en transformation. Le geste autrefois privé devenant public et, ultimement, un acte énorme « terrorisant ». Mais la conséquence terrorisante n'est peut-être que l'enrobage, la « facture visuelle » ou le justificatif de l'acte.

Ce phénomène de l'ère numérique qu'on pourrait appeler « le suicide spectacle » repose sur des facteurs bien connus (vulnérabilité, fort sentiment d'injustice, etc.) qui pavent la voie à la manipulation idéologique ou religieuse.

Parlant de « crise suicidaire », on parle d'une crise qui commence avec l'impression de n'être rien, de ne compter pour personne, de ne pas pouvoir faire de différence dans sa vie et dans le monde. L'affirmation de soi, si cruciale à l'adolescence, peut déboucher sur n'importe quoi, surtout à cet âge, l'adolescence, où le jeune cherche sa place dans le monde. Un grand nombre de tueries implique des adolescents, de jeunes adultes ou des personnes mentalement dérangées; parfois une combinaison de ces éléments.

NOUVELLES BRÈVES

Par Gerry Pascal

Jeff Halper était à Montréal > Au cours de sa dernière tournée canadienne, Jeff Halper, citoyen israélien, co-fondateur et directeur, depuis 17 ans, du Comité israélien contre la démolition de maisons palestiniennes (ICAHD), s'est arrêté à Montréal où il a donné des conférences sur l'occupation israélienne en Palestine. Il a pris la parole, entre autres, au Conseil Syndical National (CSN) le 26 janvier sur le thème : « *Pas de maison, pas de patrie : la politique israélienne de démolition des maisons palestiniennes* ». Depuis 1967, environ 30 000 maisons de familles palestiniennes ont été détruites, selon Halper, qui a ensuite expliqué, de façon émouvante, comment l'État d'Israël recourt à la démolition des maisons pour faire partir de leurs terres des Palestiniens : sans être sur leurs terres, ils ne peuvent pas avoir de pays.

Mais les Palestiniens, décidés à vivre et mourir sur leurs terres, restent sur place, reconstruisent les maisons aussitôt qu'elles sont détruites, avec l'aide de l'ICAHD. Jusqu'ici beaucoup de maisons ont été reconstruites de nombreuses fois.

L'ICAHD est une organisation non-violente fondée en 1997 pour lutter contre l'occupation israélienne sur les terres palestiniennes. www.icahd.org

Une victoire de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) > Le 2 janvier 2015 *Palestiniens et Juifs Unis* (PAJU) a annoncé que Naot, un magasin de souliers de la Rue St-Denis, à Montréal, a fermé ses portes à force de se faire montrer du doigt comme un instrument de l'occupation illégale de territoires palestiniens. Chaque samedi, pendant quatre ans, devant les portes du magasin, les militants BDS ont fait du piquetage et assuré la distribution de 35 000 dépliants d'informations sur l'illégalité de l'occupation israélienne en Palestine. Naot (Montréal) vendait des chaussures en provenance d'un centre manufacturier de Gush Etzion, une installation israélienne illégale, en Palestine, une des cibles de la campagne internationale BDS. www.pajumontreal.org

Une base navale nucléaire en Corée du Sud > Le gouvernement de la Corée du Sud veut construire une base navale nucléaire près de la ville de Gangjeong avec la coopération des États-Unis. Le site est classé comme patrimoine mondial de l'humanité en raison de ses roches volcaniques uniques, ses eaux douces, sa flore et sa faune. Depuis 2007 les habitants luttent contre la construction de cette base; ils ont même pu établir sur les lieux un camp de protestation contre le projet gouvernemental. Dès 2011, les militaires et la police ont attaqué le camp par trois fois, dont le 31 janvier 2015 quand 1000 policiers et l'armée ont utilisé la force violente contre les pacifistes. La lutte continue.

L'Union Pacifiste invite les citoyens de partout à travers le monde à apporter leur soutien aux villageois de Gangjeong « pour qu'ils puissent continuer à vivre paisiblement et à profiter de la beauté de leur île sans la présence d'une base navale militaire destinée à abriter notamment des sous-marins nucléaires ». Il est suggéré à ceux et celles qui désirent appuyer les manifestants d'écrire au

Président de la République via SE Madame Lee Hye-min, Ambassadrice de Corée du Sud, 125, rue de Grenelle, 75007 Paris.

www.unionpacifiste.org/spip.php?article307&lang=fr

Les Prisonniers pour la Paix

Le 1^{er} décembre de chaque année, l'Internationale des résistants et résistantes à la guerre (IRG) et ses membres célèbrent la *Journée des Prisonniers pour la paix*.

À cette journée, sont publiés les noms et les histoires de personnes ayant été emprisonnées suite à leurs actions pour la paix.

Comme on peut lire sur le site de l'Internationale, « [nombreux parmi les prisonniers] sont des objecteurs de conscience, emprisonnés pour avoir refusé de rejoindre l'armée. D'autres ont mis en œuvre des actions non-violentes afin de perturber la préparation à la guerre ».

L'IRG tient en permanence une liste des Prisonniers pour la Paix qu'elle publie chaque année en invitant les hommes et les femmes éprisEs de paix à travers le monde à manifester leur solidarité à l'égard des prisonniers.

Lien à suivre pour l'envoi de cartes : www.wri-irg.org/fr/node/4720



À lire sur notre site

Penser la paix > *Résumé d'échanges entre libres penseurs - Depuis les premières images de la décapitation de James Foley par l'EI, le discours ambiant semble se résumer à : "on n'a pas d'autre choix que de faire la guerre à l'EI".*

Les prochaines élections fédérales ne pourraient-elles pas être le moment de faire entendre la voix de tous ceux et toutes celles qui pensent la paix de façon concrète?

Telle est la question que se pose un grand nombre des citoyens craignant que la montée en puissance de la violence entretenue par les groupes islamistes ne soit une opportunité pour nos gouvernements menés par des militaristes d'engloutir toutes nos ressources dans des guerres sans issue(...).

Déclaration commune sur le projet de loi antiterroriste C-51

> Nous ne céderons pas à la campagne de peur du gouvernement canadien.

Nous ne renoncerons pas aux libertés civiles au profit d'un renforcement des mesures sécuritaires.

Nous refusons d'être manipulés au nom de la sécurité.

Nous rejetons le projet de loi antiterroriste C-51 (...).

www.nonviolence.ca

Repenser la sécurité étatique



Repenser la sécurité sur de nouvelles bases, c'est revoir en profondeur ce que veut dire la défense d'un État, c'est penser à réviser l'organisation sociale et politique de façon à mettre à contribution les divers secteurs, sociaux, économiques et politiques pour la construction d'une paix durable.

C'est tout le contraire d'une politique comme celle en cours au Canada où les ressources financières sont engouffrées années après années dans des équipements militaires, dans des guerres offensives, au lieu d'être redirigées vers des activités orientées vers la réduction de la vulnérabilité des citoyens et de leur État.

La fausse promesse de la sécurité par la guerre

Au cours de la dernière décennie, la guerre est devenue le seul et unique recours de la politique extérieure canadienne en cas de conflit et les préparatifs de guerre la priorité budgétaire de l'État. Les ressources financières sont coupées à la défense active des droits de la personne, au développement d'une justice économique élémentaire, à l'intervention citoyenne préventive et à la diplomatie pro-active.

Selon l'Institut Rideau, une organisation de recherche plutôt conservatrice, en 2011, le Canada avait englouti dans ses infrastructures de sécurité plus de 92 milliards de dollars. Les équipements des services militaires et de surveillance coûtent cher et nécessitent des technologies de plus en plus sophistiquées.

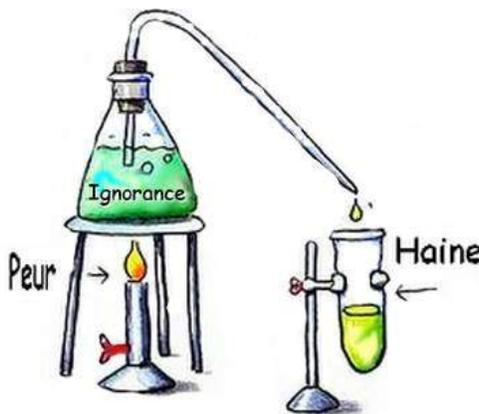
Avec la nouvelle doctrine de guerre sans perte de combattants, les pressions sont fortes pour acquérir des vecteurs de combat sans pilote. On préfère limiter nos pertes, quitte à sacrifier l'immunité des non-combattants qui deviennent de « rares dommages collatéraux ».

Depuis son arrivée au pouvoir le 23 janvier 2006, Stephen Harper a transformé le Canada en État guerrier, engagé pendant 1999 jours en Afghanistan, 244 jours en Libye en 2011 et, depuis la déclaration de guerre con-

tre l'État Islamique en octobre 2014, pendant environ cinq mois.

Or cela est bien connu de tous, le cycle infernal des guerres attise les haines, multiplie les ennemis et nourrit la terreur et les injustices.

On entre ainsi, de plain pied dans une véritable « paranoïa sécuritaire » où prédomine l'illusion des dépenses en outils de surveillance qui accroîtraient notre sécurité. Et ce malgré le fait que l'importance de ces dépenses s'est révélée en totale dissymétrie avec les capacités de nos agences policières et de renseignement à prévenir ou contrer la vague des récents « attentats-suicides » au Canada comme en France.



Pas de sécurité avec une économie vulnérable

Avec les politiques fédérales actuelles, ce ne sont pas les principes élémentaires de « sécurité économique » qui sont mis à l'avant-plan soit : la diversification des productions, la pérennité des activités industrielles, la production de proximité, la décentralisation des moyens d'approvisionnement et la compétitivité de secteurs variés. L'économie canadienne s'est transformée en un système vulnérable, dépendant et assujéti aux humeurs politiques mondiales.

Pour faire entrer un maximum de devises étrangères dans le pays, l'économie canadienne s'est transformée en un système d'échanges axé sur l'exportation du pétrole de source non-conventionnelle.

Mais, on le sait, à moins de changement

climatique majeur ou de découverte de sources conventionnelles « d'où giclera le pétrole quand on perce un trou », comme c'est le cas pour le Golfe Persique, le pétrole canadien, extrait du sable bitumineux et des plateformes marines, restera toujours une source d'énergie coûteuse et non compétitive.

Au cours des derniers mois, on a pu se rendre compte par ailleurs des limites d'un développement économique mono-ressource. Comme en pays du Tiers Monde, l'économie du pays s'est trouvée déstabilisée par la décision des mandarins du pétrole d'inonder le marché pour faire chuter les prix et ainsi « tuer la concurrence ». Tout un choc qui devrait servir de leçon à nos dirigeants.

Inutile de s'attarder sur le fait que les oléoducs constituent des infrastructures à fort risque. Leur sabotage à proximité de cours d'eau majeurs est un réel danger que court en permanence le système d'alimentation en eau potable pour des millions de personnes. Rappelons que l'entreprise TransCanada prévoit faire traverser deux fois le fleuve par son oléoduc : une fois en amont de l'approvisionnement en eau de Montréal, l'autre fois en amont de l'approvisionnement de la ville de Québec.

En prenant le pétrole de sable bitumineux comme la plus importante ressource économique du pays et en le faisant transiter par des pipelines sur plusieurs centaines de kilomètres, on met en place une infrastructure qui représentera une menace majeure sur la santé des populations et qui touchera directement une « ressource essentielle »; l'eau. On atteint un paroxysme de vulnérabilité et d'aberration sécuritaire.

Ne l'oublions pas, c'est le Saint-Laurent, avec la grande partie de ses affluents, sources d'approvisionnement en eau potable pour la majorité de la population du Québec, qui est à risque. Non seulement il en coûtera cher de protéger cet immense tuyau pétrolier, mais aussi tout incident lié à une catastrophe naturelle, à une erreur humaine ou à un acte délibéré à la suite d'un conflit, affectera de façon dramatique tout l'est du pays.

Texte complet sur le site du CRNV

